

AMNESTY INTERNATIONAL UK – BROEDERLIJK DELEN – CAFOD – CCFD-TERRE SOLIDAIRE – CHRISTIAN AID – CHURCH OF SWEDEN – CORDAID – DIAKONIA – FEDERATION INTERNATIONALE DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME (FIDH) – HANDICAP INTERNATIONAL – IKV PAX CHRISTI – MEDICAL AID FOR PALESTINIANS – MEDICO INTERNATIONAL – MS ACTION AID DENMARK – NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL (NRC) – OXFAM INTERNATIONAL – QUAKER COUNCIL FOR EUROPEAN AFFAIRS – RCT – REDD BARNA – RESEAU EURO-MEDITERRANEEN DES DROITS DE L'HOMME (REMDH) – SAVE THE CHILDREN UK – TROCAIRE

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **6 mois après, les signes d'assouplissement du blocus de Gaza sont très faibles, selon un rapport d'ONG humanitaires et de défense des droits humains**

- *Les importations de matériaux de construction sont seulement à 11% des niveaux enregistrés en 2007 avant le blocus.*
- *Israël n'approuve les importations que pour 7% du plan de reconstruction de l'UNRWA.<sup>i</sup>*

**30 novembre 2010** – Les mesures prises par Israël afin « d'assouplir » le blocus illégal de Gaza face à l'importante pression internationale<sup>ii</sup> ont peu changé le sort de la population civile de Gaza, comme le démontre un rapport publié aujourd'hui par une coalition internationale de 22 organisations de développement, de défense des droits humains et de construction de la paix. Ces organisations appellent à une action internationale renouvelée pour assurer une levée immédiate, inconditionnelle et complète du blocus.

**La communauté internationale a allégé sa pression sur Israël, mais trop peu a été fait pour assouplir efficacement les restrictions imposées sur la vie quotidienne de 1,5 millions de Palestiniens à Gaza,** dont la moitié sont des enfants, selon le rapport *Des espoirs réduits à néant - Prolongement du blocus à Gaza*. Le rapport indique qu'Israël a non seulement négligé de prendre en compte des éléments majeurs du blocus parmi ses mesures d'« assouplissement », tels que la levée de l'embargo sur les exportations de Gaza, mais a également échoué dans le respect des engagements clés qui ont été pris.

Israël avait promis d'augmenter et d'accélérer les importations de **matériaux de constructions** nécessaires aux projets des Nations unies ou à d'autres projets internationaux pour des écoles, centres de santé, maisons ou stations d'épuration, dont un grand nombre ont été endommagés ou détruits lors de l'offensive militaire de décembre 2008-janvier 2009. Cependant, le rapport montre que les progrès ont été lents et limités depuis cet engagement. A ce jour, Israël a seulement approuvé l'importation de matériaux pour 25 projets de l'UNRWA concernant la construction d'écoles et de cliniques, ce qui ne représente que 7% du plan entier de reconstruction de l'UNRWA pour Gaza. Et même pour ces projets approuvés, seule une faible partie des matériaux de construction nécessaires ont été effectivement autorisés à entrer à Gaza.

De manière plus générale, le rapport indique que les Nations unies ont estimé à 670,000 le nombre de camions de matériaux de construction nécessaires pour assurer les travaux concernant les logements dans Gaza. En moyenne seuls 715 camions de matériaux de construction par mois ont pu entrer dans la Bande de Gaza depuis l'annonce de « l'assouplissement ». A ce rythme, il faudrait plusieurs décennies pour construire les logements nécessaires. De plus, l'UNRWA ayant été dans l'incapacité d'obtenir des matériaux afin de construire de nouvelles écoles, 40.000 enfants admissibles n'ont pu être inscrits dans les écoles de l'ONU lors de la rentrée scolaire.

**« Seule une fraction de l'aide nécessaire a pu parvenir aux civils pris au piège à Gaza par le blocus », a déclaré Jeremy Hobbs, directeur d'Oxfam International. « Le non-respect des engagements pris par Israël et le manque d'action internationale pour lever le blocus privent les palestiniens à Gaza de l'accès à l'eau, à l'électricité, à l'emploi et à un avenir pacifique ».**

De plus, « l'assouplissement » n'a eu aucune incidence sur les exportations, qui demeurent interdites jusqu'à présent. Deux entreprises industrielles sur trois sont par conséquent fermées et le reste ne fonctionne que partiellement, tandis que l'augmentation des importations de biens de consommation vient concurrencer les producteurs locaux, qui ne peuvent ni exporter ni reprendre leur activité, indiquent les ONG signataires du rapport.

La circulation des personnes a également connu peu d'évolution. Malgré l'engagement du gouvernement israélien à faciliter l'entrée et la sortie de Gaza pour les travailleurs humanitaires, le rapport montre qu'en réalité **le nombre de refus d'entrée et de sortie pour le personnel humanitaire local des agences des Nations unies a augmenté** depuis que les mesures « d'assouplissement » ont été annoncées. Dans le même temps, **la population de Gaza reste enfermée** et continue de se voir refuser toute possibilité de circuler pour voyager, travailler, étudier ou rendre visite aux membres de leur famille et amis en dehors de Gaza. Bien que le nombre d'hommes et femmes d'affaires autorisés à voyager ait augmenté, il n'y a eu aucune augmentation du nombre total de Palestiniens autorisés à quitter Gaza par les points de passage israéliens, et ce nombre reste inférieur à un pour cent des niveaux d'avant la deuxième intifada en 2000.

Catherine Ashton, Haute-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères a récemment déclaré : « Nous pensons que ce qui s'est passé avec Gaza n'est pas satisfaisant, qu'Israël n'a pas respecté ses engagements sur l'assouplissement du blocus de la bande de Gaza ». <sup>iii</sup>

**D'après Kate Allen, directrice du Bureau d'Amnesty International UK : « Le soi-disant « assouplissement » du blocus de Gaza ne change pas le fait que ce blocus cruel et illégal qui punit la population civile entière reste en vigueur. Le seul réel allègement a été celui de la pression sur les autorités israéliennes pour mettre fin à cette pratique cruelle et illégale ».**

- FIN -

#### **Contact:**

- Véronique de La Martinière, CCFD-Terre Solidaire, 01 44 82 80 64, [v.delamartiniere@ccfd.asso.fr](mailto:v.delamartiniere@ccfd.asso.fr)
- Fabien Maître, FIDH, 01 43 55 90 19, [fmaitre@fidh.org](mailto:fmaitre@fidh.org)
- Laurence Veyne, Oxfam France, 06 62 55 14 06, [lveyne@oxfamfrance.org](mailto:lveyne@oxfamfrance.org)
- Sophie Mazoyer, Handicap International, 04 26 68 76 47, [smazoyer@handicap-international.org](mailto:smazoyer@handicap-international.org)

-----  
**NOTE AUX EDITEURS**

#### **> Rapport**

Des exemplaires du rapport peuvent être fournis sur demande en anglais, français et arabe.

#### **> Personnalités disponibles pour interviews**

Des porte-paroles d'ONG en Europe et à Jérusalem/Gaza sont disponibles pour des interviews en anglais, français et arabe.

#### **> Reportage à Gaza**

Les personnes citées dans le rapport peuvent être rencontrées et interviewées à Gaza. Nous pouvons faciliter la mise en place de rencontres pour les journalistes intéressés.

#### **> Statistiques clés à propos de la mise en œuvre des mesures d'assouplissement**

Veuillez trouver ci-dessous un tableau (issu du rapport) sur la mise en œuvre des mesures annoncées par Israël.

<sup>ii</sup> United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East

<sup>iii</sup> Annonces du Gouvernement Israélien du 20 juin et du 5 juillet

<sup>iii</sup> *EU's Ashton: Israel failed to ease Gaza blockade*, Haaretz, November 22, 2010, <http://www.haaretz.com/news/diplomacy-defense/eu-s-ashton-israel-failed-to-ease-gaza-blockade-1.326149>

## « L'assouplissement » israélien du blocus de Gaza : promesses et réalités

Mesures d' « assouplissement » annoncées le 20 juin 2010	Résumé de la mise en œuvre de la mesure et de ses résultats
<b>Importations</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Publication d'une liste des produits non autorisés à Gaza (« liste négative »).</li> <li>Tous les produits non repris sur cette liste pourront entrer à Gaza.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les importations ont augmenté de 20% à 35% par rapport aux niveaux enregistrés avant le blocus. Ces importations concernent essentiellement des biens de consommation.</li> <li>La liste négative publiée va bien au-delà de la définition internationale des biens à double usage.</li> <li>Un grand nombre de produits non repris dans la liste requièrent encore une approbation spéciale. Peu d'approbations ont été délivrées à ce jour.</li> <li>Les importations de nombreuses matières premières font encore l'objet de restrictions.</li> <li>Impact négatif des importations bon marché sur la production locale.</li> </ul>
<b>Matériaux de construction</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>L'entrée de matériaux de construction soumis à restrictions destinés aux projets internationaux développés à Gaza doit être approuvée par l'Autorité palestinienne.</li> <li>Extension et accélération des importations de ces matériaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les importations de matériaux de construction ne sont encore qu'à 11% des niveaux enregistrés avant le blocus.</li> <li>Retards et coûts supplémentaires dus à la complexité des procédures d'approbation et de contrôle.</li> <li>Seuls 25 projets UNRWA ont reçu un accord de principe, soit 7% du plan de construction de l'UNRWA. Seuls une part infime des matériaux nécessaires pour les 25 projets ont été reçus.</li> <li>La reconstruction des logements est entravée par l'exclusion du secteur privé.</li> </ul>
<b>Opérations aux points de passage</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Extension des opérations et de la capacité aux points de passage vers Gaza, afin de permettre le traitement d'un volume nettement plus important de marchandises (Autorisation de traversée accordée ultérieurement à 250 camions par jour au point de passage de Kerem Shalom et devant passer à 400 au cours du premier semestre 2011. Passage de 360 chargements par semaine au point de passage de Karni.)</li> <li>Ouverture de points de passage additionnels « si un accroissement de la capacité de traitement s'avère nécessaire et si les questions de sécurité sont résolues ».</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les opérations aux points de passage sont encore loin d'être suffisantes vu le niveau d'importation et d'exportation requis.</li> <li>Point de passage de Kerem Shalom : entrée de 183 camions par jour en moyenne, contre 86 avant l'assouplissement.</li> <li>Le point de passage de Karni, possédant une capacité de traitement de plus de 750 camions par jour, reste fermé, à l'exception d'un convoyeur à courroie. Le convoyeur ne traite que 137 camions par semaine en moyenne, contre 158 avant « l'assouplissement ». La capacité actuelle n'atteint encore que 38% de celle promise.</li> <li>Le point de passage d'Erez est uniquement ouvert pour la circulation des personnes, laquelle est soumise à restrictions. Les autres points de passage, à savoir Sufa et Nahal Oz, restent fermés.</li> </ul>
<b>Circulation des personnes</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Rationalisation des autorisations d'entrée et de sortie pour raisons humanitaires et médicales et pour les travailleurs des organisations humanitaires.</li> <li>« Si les conditions s'améliorent », de nouvelles solutions pourraient être envisagées pour faciliter la circulation des personnes de et vers Gaza.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accroissement du nombre d'autorisations octroyées aux hommes et femmes d'affaires.</li> <li>Une interdiction générale d'entrée et de sortie reste en vigueur partout. Aucune extension des quelques exceptionnelles catégories de Palestiniens autorisés à voyager. Le nombre de sorties n'atteint pas 1% du niveau de 2000.</li> <li>Moins d'autorisations accordées au personnel humanitaire local des Nations unies qu'avant « l'assouplissement ». La politique d'octroi des permis aux travailleurs des associations humanitaires et aux malades demeure arbitraire, imprévisible et longue.</li> </ul>

**Non mentionnés dans l'annonce :****Exportations**

- L'interdiction imposée sur les exportations est maintenue. Aucun camion de marchandises destinées à l'exportation n'a quitté Gaza depuis « l'assouplissement ». Israël a manifesté une certaine volonté d'autoriser les exportations à partir du printemps 2011 mais impose la présence obligatoire de membres de l'Autorité palestinienne aux points de passage.

**Importations de combustibles**

- Aucun assouplissement concernant les restrictions en matière de combustibles. Les importations de combustibles pour les centrales électriques sont limitées à 63% de la capacité maximale. Les importations de gaz de cuisine couvrent environ 53% des besoins moyens. Pratiquement aucune importation de diesel et d'essence pour le secteur commercial. Vu les restrictions des importations de combustibles pour les centrales électriques, exacerbées par les désaccords intra-palestiniens, la population subit un manque chronique d'électricité et des pannes de courant régulières, qui affectent la fourniture de services essentiels, y compris l'approvisionnement en eau, le traitement des eaux usées et les services sanitaires.

**Zone tampon**

- Aucun changement. L'accès à environ 35% des terres arables de Gaza et 85% des zones maritimes de pêche demeure restreint par la « zone tampon » israélienne. Cette mesure a un impact dévastateur sur l'économie, ainsi que sur les droits et la subsistance de la population. Quelque 178.000 personnes sont directement affectées. Les frontières des zones à accès restreint sont largement arbitraires et les transgresseurs en sont tenus à l'écart par des tirs à balles réelles : 6 civils ont été tués (dont 2 enfants) et 50 (dont 10 enfants) ont été blessés par des tirs israéliens dans la zone tampon depuis « l'assouplissement » du blocus.